



Bourse Uemoa

UEMOA / Mise en œuvre des reformes au titre de l'année 2023 • (Page 03)

CEDEAO

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Le Togo consolide sa performance avec un taux de 76%

Les États s'engagent à améliorer la qualité des programmes de repas scolaires

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Programme alimentaire ... • (Page 02)

Etats-Unis

Aménagement du territoire

La Fed ne devrait baisser ses taux qu'à partir de novembre

Dernière ligne droite pour le schéma national

La Réserve fédérale (Fed) devrait maintenir ses taux à leur plus haut niveau en 20 ans cette semaine lors de sa réunion, car l'inflation reste forte aux Etats-Unis, creusant ... • (Page 08)

Au Togo, le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) s'apprête à devenir une réalité, près d'un ... • (Pages 04)

Chom Factory et Divines épices

Histoire à succès de deux entrepreneurs togolaises

A 30 et 35 ans, Jaël Amouzou et Afi Victoire Magnon sont deux jeunes entrepreneures togolaises, Issues des 35 ... • (Page 09)



Titres Souverains

UMOA-Titres annonce la 2ème édition de la JTS à Lomé

L'UMOA-Titres annonce la 2ème Édition de la Journée d'Échanges sur les Titres Souverains (JTS 2024), prévue le mercredi 26 juin ... • (Page 06)

Gestion de projets

Gestion de projets • (Page 04)

Consommer local

Le Togo lance un concours de jingle

Le Togo lance un appel à la créativité pour la conception d'un jingle visant à promouvoir la consommation des produits locaux. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement.. • (Page 11)

Le Project Management Institute s'installe au Togo

CEDEAO

Les États s'engagent à améliorer la qualité des programmes de repas scolaires

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), avec le soutien de la Coalition de l'alimentation scolaire et des institutions financières internationales (IFI), ont conclu une conférence technique régionale de trois jours sur l'alimentation scolaire à base de produits locaux en Afrique de l'Ouest.



Sous le thème 'Légitimer le changement, financer l'avenir', la conférence a réuni des partenaires financiers, des responsables gouvernementaux, des décideurs politiques, des représentants des donateurs, de la société civile et des chercheurs des secteurs de l'éducation, de l'agriculture, de la finance, du genre et de la protection sociale, de plus de vingt pays d'Afrique de l'Ouest et centrale. L'objectif de cette rencontre est de discuter de la voie à suivre pour passer de la politique aux lois et aux allocations budgétaires nationales autour de repas scolaires à base de produits locaux. Afin de soutenir des systèmes alimentaires locaux nutritifs et le développement des populations qu'ils servent, les 20 pays d'Afrique de l'Ouest ont souligné la valeur des repas scolaires produits localement. Par ailleurs, sept des quinze États membres de la CEDEAO – le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, le Libéria, le Mali, le Sénégal et le Togo – se sont engagés à étendre, à améliorer la qualité et la durabilité de leurs programmes nationaux de repas scolaires à base de produits

locaux. Plus précisément, le Sénégal entend augmenter de 65 pour cent la couverture des programmes d'alimentation scolaire dans les écoles primaires publiques et établir une loi sur les repas scolaires à base de produits locaux d'ici 2024, tout en élaborant un plan pour sa mise en œuvre. Le Bénin s'est engagé à adopter et à diffuser la loi sur l'alimentation scolaire d'ici 2025, à augmenter le financement du programme pour atteindre une couverture de 100 pour cent d'ici 2026 et à partager les meilleures pratiques avec d'autres pays. La Gambie a l'intention d'étendre ses programmes d'alimentation scolaire locaux pour couvrir toutes les écoles publiques du pays d'ici 2030 et de créer un espace budgétaire pour maintenir une ligne budgétaire supplémentaire pour l'alimentation scolaire. Le Libéria a annoncé qu'il établirait une ligne budgétaire pour l'alimentation scolaire et augmenterait le financement annuel de 5 millions au cours des deux prochaines années, afin d'étendre la portée des programmes de repas scolaires de 45 pour cent d'ici 2025. « Le thème

de cette conférence montre la nécessité de bien articuler la vision politique d'un système d'alimentation scolaire basé sur la production locale avec un cadre réglementaire plus strict et la mise en œuvre d'un système de financement plus important, plus pérenne et durable », a expliqué la professeure Fatou SOW SARR, Commissaire au Développement Humain et aux Affaires Sociales de la CEDEAO. « Les repas scolaires préparés à base de produits locaux offrent une voie prometteuse vers des systèmes de protection sociale essentiels, en aidant les communautés vulnérables à satisfaire leurs besoins de base, tout en favorisant le développement durable et la réduction de la pauvreté », a déclaré Evelyn Etti, directrice régionale adjointe du PAM. « Le PAM s'engage à travailler, avec les gouvernements nationaux et ses partenaires, pour soutenir les programmes nationaux en fournissant une assistance et des services techniques, en partageant notre expérience et en encourageant l'apprentissage direct entre pairs entre praticiens ».

Avec araa.org

Image du jour



• Ouverture, ce 10 juin 2024 à Lomé, de l'atelier de formation des acteurs des États membres de la CEDEAO sur la protection des consommateurs.

AUX DÉCIDEURS ...

Croissance économique et protection de l'environnement

L'Afrique n'a pas le choix entre croissance économique et protection de l'environnement : comment les deux peuvent aller de pair.

Le changement climatique coûte au continent entre 5 et 7 milliards de dollars par an, un chiffre qui devrait atteindre 50 milliards de dollars d'ici 2030. Les estimations suggèrent que son impact pourrait pousser 50 millions d'Africains sous le seuil de pauvreté, tandis que 100 millions risquent d'être déplacés. Dans le même temps, environ 600 millions de personnes en Afrique n'ont toujours pas accès à l'énergie, essentielle au développement économique.

S'attaquer au double impératif du développement durable – répondre aux besoins du présent sans impact négatif sur l'avenir – et de la croissance économique en Afrique est primordial. C'était un thème central du premier Sommet africain sur le climat, tenu à Nairobi en septembre dernier. Cependant, ces défis sont généralement considérés comme diamétralement opposés.

D'après les recherches du professeur Lite Nartey sur le rôle des entreprises multinationales dans le développement des marchés émergents, au cours de la dernière décennie, ce qui manque dans les débats, ce sont les réponses à la question à laquelle sont confrontés de nombreux pays africains riches en matières premières : utilisent-ils leurs ressources naturelles pour le développement et bon sang ? l'environnement, ou chercher une alternative qui reconnaisse que le développement durable et la croissance économique sont interdépendants ?

En fait, 45 économies africaines dépendent déjà des exportations de matières premières, notamment de combustibles fossiles. Pourtant, ils subissent une pression croissante pour tourner le dos à cette source de revenus potentiellement lucrative. Plutôt que les arguments simplistes selon lesquels tout engagement extractif est mauvais, la question qu'il faut réellement se poser est de savoir comment extraire les ressources tout en causant un minimum de dommages à l'environnement.

La réalité dans de nombreux pays africains est que l'utilisation des matériaux naturels trouvés à l'intérieur de leurs frontières est cruciale pour poursuivre leur développement économique.

Les entreprises doivent trouver de meilleures façons d'extraire les ressources tout en causant un minimum de dommages à l'environnement.

La bonne nouvelle est que cela se produit déjà. Les sociétés minières comme KoBold Metals, soutenue par Bill Gates, utilisent désormais l'intelligence artificielle pour prédire l'emplacement des gisements, minimisant ainsi les effets environnementaux négatifs des forages d'essai. Une révolution verte a besoin d'argent, d'innovation et de technologie pour réussir. Elle doit également répondre aux besoins uniques de chaque pays, voire de chaque individu. En termes simples, le lancement d'une révolution verte est coûteux et dépend du contexte. La technologie verte a généralement été conçue, testée et mise en œuvre dans les pays développés. Les grandes solutions durables comme les parcs éoliens, les réseaux de transports publics ou les centrales géothermiques échouent également lorsqu'on les considère sous un angle plus local. Dans de nombreux pays en développement, les besoins énergétiques peuvent être aussi localisés et immédiats que lorsqu'une personne se rend en forêt pour ramasser du bois afin de pouvoir préparer son repas du soir. Les mégaprojets prennent du temps, ce que ceux qui ont actuellement besoin d'énergie n'ont tout simplement pas. Se pose ensuite la question de l'augmentation des investissements extérieurs pour ces projets. La Déclaration de Nairobi, signée lors du Sommet africain sur le climat en septembre 2023, appelle à multiplier par six la capacité d'énergie renouvelable sur l'ensemble du continent. Pourtant, selon un rapport de 2022 de la Climate Policy Initiative, l'Afrique n'a reçu que 12 % des financements dont elle a besoin pour faire face aux impacts climatiques. Cela est dû en partie aux inquiétudes concernant le risque d'investir sur le continent. Les différences dans la manière dont les gens obtiennent de la nourriture, un logement et de l'énergie peuvent être considérables, même au sein d'un même pays. Un plan ne fonctionnera pas nécessairement pour tout le monde. Très peu de personnes dans les pays en développement achèteront une cuisinière écologique parce qu'elle est meilleure pour l'environnement. Mais ils l'achèteront si cela leur facilite la vie. La seule façon de comprendre les besoins des gens est de les impliquer dès le début dans le processus. Les entreprises doivent concevoir des produits et développer des solutions durables. Mais ils doivent aussi être pratiques et répondre à des besoins spécifiques.

Alors que les pays du monde entier cherchent à poursuivre leur développement économique, ils doivent également faire face à l'impact croissant du changement climatique. Avoir un seul modèle de développement économique durable n'est pas une option. Il est important de : considérer les défis régionaux et locaux ; écouter les voix et les besoins des acteurs locaux ; accepter que le développement durable signifie différentes choses pour différentes personnes.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

UEMOA / Mise en œuvre des réformes au titre de l'année 2023

Le Togo consolide sa performance avec un taux de 76%

A l'issue de l'évaluation, de la mise en œuvre effective des réformes, politiques, programmes et projets communautaires au titre de l'année 2023, il ressort que le Togo a consolidé sa performance avec un taux satisfaisant de mise en œuvre des réformes de 76%. Cette évaluation a porté sur 131 réformes contre 127 en 2022. Au terme de l'exercice, des recommandations ont été formulées pour l'approfondissement du processus d'intégration régionale et la mise en œuvre efficace des réformes, programmes et projets communautaires.

• Joël Yanclou

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) passe en revue, avec le Gouvernement de la République du Togo, le lundi 10 juin 2024 à Lomé, les résultats de l'évaluation de la mise en œuvre effective des réformes, politiques, programmes et projets communautaires au titre de l'année 2023. A l'issue des travaux des experts qui se sont tenus les 02, 03 et 06 novembre 2023 à Lomé, la délégation de la Commission de l'UEMOA, conduite par son Président Abdoulaye DIOP et la délégation ministérielle avec à sa tête la ministre du Commerce de l'Artisanat et de la Consommation locale, Rose Kayi MIVEDOR SAMBIANI, représentant son collègue en charge de l'Économie et des Finances, Sani YAYA, ont échangé sur les conclusions consignées dans un Mémoire.

Accélérer l'internationalisation des initiatives régionales

La Revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets communautaires de l'UEMOA, initiée en 2013, vise à accélérer l'internationalisation des initiatives régionales pour une intégration harmonieuse des économies ouest-africaines. Elle offre également une plateforme pour renforcer

la transposition des directives et textes communautaires, ainsi que pour identifier les défis entravant leur mise en œuvre.

Dans son mot introductif, Rose Kayi MIVEDOR SAMBIANI a souligné l'importance de cette revue annuelle pour améliorer la qualité de mise en œuvre des réformes, favoriser la concertation avec la Commission de l'UEMOA et identifier les obstacles potentiels au progrès communautaire. Elle a également salué les progrès du Togo, qui a enregistré une augmentation notable de son taux de mise en œuvre des réformes au cours des cinq dernières années. Le gouvernement togolais, sous la direction de son Excellence Faure Gnassingbé, a réaffirmé son engagement envers l'intégration régionale et le développement économique équilibré. Malgré les défis économiques mondiaux, le Togo a réussi à maintenir



une trajectoire de croissance positive, soutenue par des réformes telles que la modernisation des marchés publics et la mise en place de l'assurance maladie universelle. Pour Abdoulaye Diop, cette neuvième édition de la revue constituait un puissant vecteur pour le processus d'intégration économique dans la région. Il a mis en avant les résultats encourageants de

l'évaluation de 2023 et les recommandations formulées pour renforcer l'intégration régionale et la mise en œuvre des réformes.

Promouvoir l'intégration régionale

La réunion entre la Commission de l'UEMOA et le gouvernement togolais reflète la volonté commune des deux parties de promouvoir l'intégration régio-

nale et le développement économique en Afrique de l'Ouest. Les résultats positifs de l'évaluation témoignent des progrès réalisés par le Togo dans la mise en œuvre des réformes communautaires, malgré les défis persistants. Le soutien continu des partenaires techniques et financiers ainsi que l'engagement des autorités togolaises sont essentiels pour consolider ces avan-

cés et surmonter les obstacles restants. La mise en œuvre effective des réformes contribuera non seulement à améliorer la gouvernance, mais aussi à stimuler la croissance économique et à promouvoir le bien-être des populations.

Une plateforme d'évaluation

La Revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets communautaires de l'UEMOA a été instituée en 2013 pour accélérer l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Elle offre une plateforme pour évaluer la mise en œuvre des initiatives communautaires et identifier les défis à surmonter. La réunion entre la Commission de l'UEMOA et le gouvernement togolais s'inscrit dans le cadre de cet exercice visant à renforcer l'intégration économique et le développement durable au sein de l'espace communautaire.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100.

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,5 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,5 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Salde budgétaire global, dont compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	2,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Gestion de projets

Le Project Management Institute s'installe au Togo

La branche togolaise du Project Management Institute (PMI) va procéder au lancement officiel du chapitre PMI sous la forme d'une grande conférence dans l'après-midi du 15 Juin prochain à l'Hôtel Sarakawa de Lomé. Cette activité majeure va avoir pour thème : « bâtir un avenir durable : le rôle crucial de la gestion de projet dans le développement économique du Togo ».

● Amen Jean de DIEU

Au programme de ce lancement, deux sessions de panels ciblées sur des thématiques pertinentes. La première va se dérouler sur « l'économie de la gestion de projets au Togo : défis et perspectives actuels » et la seconde sur « l'innovation et la créativité dans la gestion de projets : Réfléchir au-delà de la norme ».

Au regard du thème de la conférence, selon les organisateurs, elle va attirer l'attention de l'opinion sur le caractère primordial de la gestion de projets dans les organisations publiques et privées pour conduire les différentes initiatives nationales au succès. La gestion de projet est une compétence importante pour les organisations car elle leur permet d'adopter des méthodologies structurées depuis l'initialisation jusqu'à la clôture, d'évaluer et d'identifier les risques, d'atténuer les menaces et de rentabiliser les opportunités. « Les organisations qui adoptent systématiquement des pratiques de gestion des risques affichent des résultats considérablement supérieurs à celles qui n'en adoptent pas » rapporte Pulse PMI. En somme, la conférence va mettre en avant l'importance de la gestion de projet dans le développement économique du Togo et souligne les pratiques fondamentales qui doivent être mises en place pour assurer le succès des projets. L'évènement verra la participation de professionnels en gestion de projets toutes disciplines confondues, des seniors managers et directeurs d'entreprises, les membres du chapitre ainsi que des universitaires, etc.

Au concret

De fait au cours de cette conférence, les représentants de la branche locale du Project Management Institute



vont introduire et présenter officiellement le nouveau chapitre PMI, sa vision, sa mission, ses objectifs stratégiques, sa gouvernance et son plan d'actions 2024 etc. Il s'agira également d'une opportunité de présenter les motivations essentielles qui ont poussées à la création du Projet à savoir la promotion de la profession de gestion de projets au Togo, la réalisation d'un état des lieux, la projection sur ses enjeux au Togo, la présentation des avantages de la gestion de projets aux entreprises et aux organisations togolaises ainsi que la création d'un réseau de professionnels de la gestion de projets au Togo.

Aux origines

Le Project Management Institute (PMI) est la plus grande association professionnelle au monde dédiée à la gestion de projets en tant que profession, science, art et passion. Avec plus de 1,5 millions de détenteurs de certifications, 700 000 membres et 300 chapitres nationaux, le PMI a su se positionner comme l'organisme de référence qui met en œuvre un cadre innovant pour l'avancement et la pratique du management de projets. Grâce à ses certifications, ses standards, son réseau mondial et ses activités de recherches, il aide les professionnels de la gestion de projets à développer leurs compétences, élever les standards de l'industrie et

contribuer à la réussite des projets à travers le monde. PMI Togo est la branche locale du Project Management Institute. Sa vision est d'alimenter l'économie de la gestion de projets au Togo et de renforcer la société en donnant aux organisations publiques et privées ainsi qu'aux individus la capacité de transformer (qualitativement) leurs idées en réalités. Le chapitre est en train de bâtir une communauté dynamique où les professionnels de la gestion de projets au Togo peuvent se connecter, apprendre et s'épanouir afin de stimuler l'innovation, partager les meilleures pratiques et formaliser l'adoption des processus éprouvés dans les différentes entités tant publiques que privées dans notre pays. Le chapitre PMI Togo, qui a obtenu la validation de sa charte et l'officialisation de son existence en Octobre 2023, compte à ce jour 132 membres officiels et plus de 100 membres aspirants. Le processus d'adhésion, commencé depuis l'année 2021, a connu plusieurs niveaux de validations des livrables. Un comité de direction composé de 7 membres élus est chargé de piloter et de mettre en œuvre les initiatives prévues par le business plan sur la période 2022-2025.

Aménagement du territoire

Dernière ligne droite pour le schéma national

Au Togo, le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) s'apprête à devenir une réalité, près d'un an et demi après le démarrage des travaux. Les principaux acteurs impliqués dans l'élaboration sont réunis depuis ce lundi 10 juin à Lomé, pour la validation des livrables.

Durant cinq jours, les travaux, pilotés par le ministère de la planification du développement et de la coopération, permettront d'étudier les différents outils conçus par les experts, après consultation des différents acteurs de développement du pays, notamment les acteurs étatiques, les collectivités territoriales, la société civile, le secteur privé, la chefferie traditionnelle, les partenaires techniques et financiers. L'objectif est de recueillir les ultimes recommandations et avis, pour la mouture finale. Dessiner l'image du Togo pour les 20 prochaines années "L'élaboration du SNAT dans laquelle nous nous sommes engagés est le fruit d'une vision que nous avons l'ambition et la volonté de concrétiser à travers une démarche méthodologique qui ne laissera rien ni personne pour compte car, en définitive, il s'agit pour nous

de nous doter d'un cadre de référence préfigurant le Togo de demain que nous voulons et qui prône l'inclusion conformément à la politique du Chef de l'Etat", a indiqué le Secrétaire général du ministère, Béguédouwé Paneto à l'ouverture des ateliers. Une fois adopté, le schéma national d'aménagement du territoire servira d'instrument référentiel d'aide à la prise de décision pour le gouvernement, en vue d'améliorer la cohérence et la synergie des politiques et stratégies sectorielles, pour une gestion harmonieuse, équilibrée et durable de l'espace national. "Nous nous sommes fixé une ambition pour les 20 prochaines années, et l'objectif de nos travaux sera de définir une image attendue du territoire togolais à l'horizon 2045", a expliqué pour sa part le Directeur de l'orientation spatiale du territoire, Yendoubé Demakou.

rer la cohérence et la synergie des politiques et stratégies sectorielles, pour une gestion harmonieuse, équilibrée et durable de l'espace national. "Nous nous sommes fixé une ambition pour les 20 prochaines années, et l'objectif de nos travaux sera de définir une image attendue du territoire togolais à l'horizon 2045", a expliqué pour sa part le Directeur de l'orientation spatiale du territoire, Yendoubé Demakou.

(Togo Officiel)



Kara

De nouveaux équipements pour le Centre des maladies infectieuses

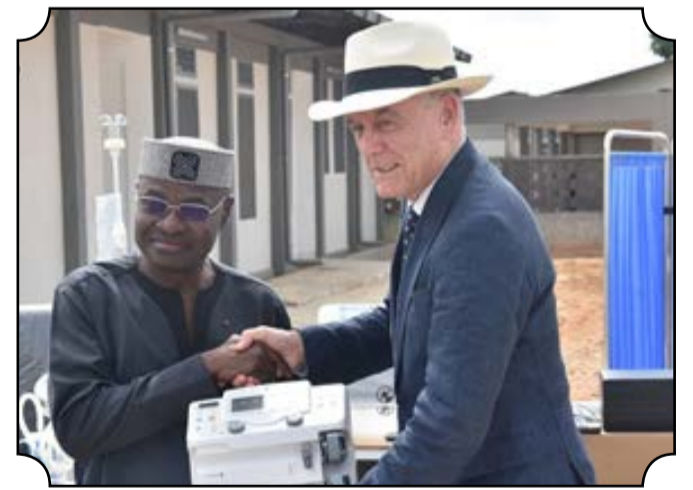
Au Togo, le Centre des maladies infectieuses (CMI) de Kara a bénéficié en fin de semaine écoulée d'un important lot de matériels médicaux. Ce don offert par la République fédérale d'Allemagne (KfW) a été réceptionné par le ministre de la santé, Moustafa Mijiyawa.

L'appui, d'une valeur de 260 millions FCFA (400 000 euros, est composé d'équipements de réanimation, de stérilisation, de froid pour la conservation des corps, du matériel informatique et bureautique ainsi que des mobiliers médicaux. L'initiative s'inscrit dans le cadre du programme de renforcement du système sanitaire, notamment dans les domaines de la santé reproductive et droits sexuels (ProSanté) mis en œuvre par la GIZ-Togo. « Ces outils entrent dans le grand cadre de la lutte contre les maladies transmissibles, notamment les maladies infectieuses et viennent renforcer deux autres volets à savoir la prévention par la vaccination et la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA »,

a précisé le ministre. Pour sa part, Dr. Claudius Fischbach, ambassadeur d'Allemagne et chef de la délégation des ambassadeurs, a souligné l'importance de la santé comme pilier du développement durable et a réaffirmé l'engagement de l'équipe Europe à

soutenir le Togo. En rappel, outre celui de Kara, le Togo dispose de neuf centres dans les autres régions, spécialisés dans la prise en charge rapide des maladies épidémiques (en cas d'épidémie).

(Togo Officiel)



Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimations ; Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Le Togo en chiffres					
Principaux pays partenaires du Togo					
Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020		
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3		
Mali	13,0	France	8,6		
Bénin	10,0	Inde	7,5		
Niger	8,5	Ghana	5,6		
Ghana	8,1	Japon	4,3		
Inde	7,5	Nigeria	3,6		
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5		
Indicateurs du commerce extérieur					
Commerce extérieur (en % du PIB)	2016	2017	2018	2019	2020
	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Profil commercial					
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.156
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451
Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles					

Commission Electorale
Consulaire

LISTE DEFINITIVE DES CANDIDATS AUX ELECTIONS CONSULAIRES 2024

REGION : ...GRAND LOME.....

SECTEUR : COMMERCE

N°	NOM ET PRENOMS DU CANDIDAT	RAISON SOCIALE	ADRESSE COMPLETE
01	BOISGARNIER Marc	VAN VLIET AUTOMOTIVE TOGO	27 B.P :10 Tél : 97 86 11 25 E-mail : marc@vanvielt-int.com TSIKPLONOU-KONDJI
02	GALLEY Kokou Elom	GNM	Tél : 91 83 90 31/ contact@gnm.com.tg HEDZRANAWOE LOME
03	MAGNON Komlan A. Patrick	GROUPE SOMATRANS INTERNATIONAL SARL	Tel : 90 88 62 62 E-mail : contact@groupe-somatrans.com LOME-ABLOGAME
04	BAKA Kodjo	CASA & COLORE	22B.P : 4/ Tél : 90 04 05 39/ Email : bakagas@yahoo.fr Kagnikopé LOME
05	TIDJANI SAKARIYAOU ALANIYIN	PHARMACIE DE GBOSSIME	08B.P : 80859/ Tél : 90 04 26 62/ E-mail : tidjanisaka@gmail.com GBOSSIME LOME

SECTEUR : INDUSTRIE

N°	NOM ET PRENOMS DU CANDIDAT	RAISON SOCIALE	ADRESSE COMPLETE
01	RAGOUENA NANDOGMA WINBAHODA	VIRAS INDUSTRIE	05 BP : 274 LOME Tel : 90 03 88 33 E-mail : virasgroup.rv@gmail.com
02	LAWSON-HETCHELY KPONDOHO FOSSOU	NDT & QUALITY EXPERTISES (NQE SARL)	BP : 60187 Tel : 90 11 30 24 Email : lawson.fossou@nqeonline.com LOME DOUMASSESE
03	MADJAMNA JACQUES	ENTRPREISE D'EFFICIENCE EN GENIE CIVIL (EEGC) SARL	S/C BP : 150 Tél : 90 46 19 63 E-mail : eegctop@gmail.com Lomé Agoè Echangeur
04	ZOUDONOU YEDOMON	(CONEQ BTP) CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT EN BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	29BP 42 Tel : 92 23 11 44 Email : amiralconeq@gmail.com LOME, AGOE-SOGBOSI TO
05	ATSRIMI KOMIVI FANTSE	LA PYRAMIDE	BP : NEANT Tel : 90 90 23 55 Email : natsrimi@gmail.com LOME-AGOE
06	PELEI TCHOYOU PATOUHANI	BAT - SERVICES	BP 178 Iomé-Togo, Tel : 90 06 56 48 E-mail : bathpelei@gmail.com

SECTEUR : SERVICES

N°	NOM ET PRENOMS DU CANDIDAT	RAISON SOCIALE	ADRESSE COMPLETE
01	HUNDT EPSE AQUEREBURU SYLVIA ADJOA	OFFICE NOTARIALE AQUEREBURU	BP : 423 Tel : 90 04 08 95 E-mail : aquereburusyl@hotmail.com LOME-NYEKONAKPOE
02	MOEVI ADOVI REMY	HOTEL RESIDENCE MADIBA SARL	Tel : 91 27 27 44 E-mail : contact.madiba@gmail.com LOME-AVEPOZO
03	ADJRA Komi Mensah	ETS BIANCA-GLORIA	03BP : 31527 Tel : 90 04 83 12 E-mail : bgprint03@gmail.com LOME, TOKOIN-TAME
04	DADJO-GUEWA Bensaga	BLUEN SAS	08 BP 8535 Tel : 93 17 01 01 Email : bensaga@bluen.tg LOME, AGOE-BKS 1
05	SOMALI KOSSI Djigbodi	INSTITUT SUPERIEUR DE DROIT ET D'INTERPRETARIAT (ISDI)	22 BP :302 Tél : 22 50 94 14 E-mail : ksomali74@yahoo.fr ATTIKOUME LOME
06	SAMA VALENTINE	VALKEN'S CONSULTING	BP : 3493 Tel : 91 09 15 93 Email : valy1935@yahoo.fr LOME-NUKAFU
07	PIDASSA Awali	FISCCA-RH	15 BP : 449 Tel : 90 13 33 33 E-mail : awalpid10@gmail.com LOME-DJIDJOLE
08	KAKASSINA B. BAGAM	T.E.T SARL	18 BP : 246 Tel : 90 35 91 81 E-mail : tet@tet-sarl.com LOME-TELESSOU



Le Président de la Commission Electorale Consulaire

Titres Souverains

UMOA-Titres annonce la 2ème édition de la JTS à Lomé

L'UMOA-Titres annonce la 2ème Édition de la Journée d'Échanges sur les Titres Souverains (JTS 2024), prévue le mercredi 26 juin 2024 à l'Hôtel 2 février à Lomé, Togo. Cet événement vise à approfondir la connaissance du Marché des Titres Publics (MTP) et à promouvoir ses instruments en tant qu'actifs de référence pour les investissements.

● Joël Yanclou

La 2ème Édition de la Journée d'Échanges sur les Titres Souverains (JTS 2024) se profile comme un événement majeur dans le domaine financier en Afrique de l'Ouest. Organisée par l'UMOA-Titres, cette journée se déroulera le 26 juin 2024 à l'Hôtel 2 février à Lomé, Togo. Elle fait suite au succès de la première édition qui s'est tenue à Abidjan en novembre 2023, réunissant plus de 150 experts et investisseurs. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer le Marché des Titres Publics (MTP) et à promouvoir ses instruments comme des actifs de référence pour les investissements. En complément des Rencontres du Marché des Titres Publics (REMTP), la Journée d'échanges sur les Titres Souverains (JTS) vise à sensibiliser les parties prenantes aux mécanismes de fonctionnement du marché et à favoriser un marché secondaire dynamique et profond. La première édition de la JTS, qui s'est déroulée à Abidjan, a été un véritable succès avec la participation de plus de 150 experts et investisseurs. Fort de cette réussite, l'UMOA-Titres a décidé de



poursuivre cette initiative et de l'ancrer comme un événement incontournable dans le calendrier financier de la région.

La Journée d'Échanges sur les Titres Souverains (JTS) 2024 a pour ambition de faire à répondre des objectifs clés : -Mettre en avant les avantages et la valeur ajoutée d'un marché secondaire dynamique et profond pour les acteurs du marché -Valoriser le rôle crucial des intermédiaires de marché dans la dynamisation du marché secondaire des titres publics -Offrir aux participants une plateforme unique pour échanger avec des experts de haut niveau et renforcer leur compréhension du fonctionnement et des opportunités du marché des titres souverains.

La tenue de la 2ème Édition de la Journée d'Échanges sur les Titres Souverains (JTS

2024) témoigne de l'engagement de l'UMOA-Titres à promouvoir le développement du Marché des Titres Publics en Afrique de l'Ouest. En mettant l'accent sur la sensibilisation, la valorisation des acteurs du marché et la création d'une plateforme d'échange, cet événement contribue à renforcer la transparence et l'efficacité du marché financier régional.

Dans un contexte économique et financier en évolution constante, la Journée d'Échanges sur les Titres Souverains (JTS) offre une opportunité précieuse aux acteurs du marché financier pour échanger des idées, partager des bonnes pratiques et explorer de nouvelles opportunités d'investissement dans les titres souverains en Afrique de l'Ouest.

Afrique / Google Cloud

Liquid C2 devient le 1er fournisseur à prendre en charge les connexions réseau hybrides

Liquid C2, une activité de Liquid Intelligent Technologies, un groupe technologique panafricain, a annoncé être devenu le premier fournisseur de Google Cloud Interconnect sur le continent.

● Wilson Lawson

Ce partenariat stratégique avec l'hypermarché mondial Google Cloud ajoute une capacité significative aux solutions cloud que Liquid C2 propose déjà à ses clients à travers l'Afrique via son portefeuille Cloud Connect. Cloud Interconnect étend les réseaux externes des organisations directement au réseau Google Cloud via une connexion privée, à haute disponibilité et à faible latence. En tant que fournisseur Google Cloud Interconnect, Liquid C2 peut offrir à ses clients un accès direct aux services Google Cloud, permettant aux entreprises en Afrique de profiter de tous les avantages du Cloud. La vitesse accrue et la bande passante plus élevée de la connexion directe améliorent considérablement les performances des applications basées sur le cloud. Grâce à cette offre, les clients de Liquid C2 réduiront leur dépendance à l'Internet public, améliorant ainsi par inadvertance la sécurité et les performances commerciales. « Être le premier fournisseur



Google Cloud Interconnect sur le continent est une étape importante dans notre parcours visant à devenir le principal fournisseur de solutions cloud en Afrique. En nous associant à Google Cloud, nous pouvons tirer parti des atouts des deux organisations pour proposer des solutions qui répondent aux besoins du marché africain. L'accès direct au réseau Google Cloud apportera la sécurité améliorée et l'efficacité opérationnelle que recherchent nos clients des secteurs de la vente en gros, des entreprises et des gouvernements », a déclaré Oswald Jumira, PDG de Liquid C2. "Nous sommes fiers de nous associer à Liquid C2 alors qu'ils deviennent un fournisseur d'interconnexion Google. Cette collaboration démontre la valeur des partenariats stratégiques pour permettre un continent plus connecté et plus inclusif sur le plan numérique, ainsi que notre objectif commun de fournir un accès à la techno-

logie qui stimule les affaires. Google Interconnect a le potentiel de révolutionner le fonctionnement des entreprises, et Liquid C2 donne accès à ces opportunités », a déclaré Abdul Rahman Al Thehaiban, directeur général pour la Turquie, le Moyen-Orient et l'Afrique, Google Cloud. Le partenariat de Liquid C2 avec Google Cloud s'aligne parfaitement avec sa vision d'une Afrique numérique où aucun Africain n'est laissé pour compte. Cela reflète également l'engagement de Liquid C2 à fournir aux entreprises du continent des solutions sur mesure pour répondre à leurs besoins technologiques uniques. Ce partenariat s'appuie sur les collaborations existantes de Liquid C2 avec Google Cloud pour fournir des solutions de cloud et de sécurité basées sur l'IA aux clients à travers l'Afrique, renforçant ainsi sa position en tant que fournisseur de services gérés de confiance.

Bénin

L'appui du FAD vise à préserver les jeunes de l'émigration clandestine

« Grâce au projet du Fonds africain de développement, nous avons décidé de ne plus tenter l'aventure en Europe ou ailleurs ».

Visage encore juvénile, Ernest Akey, la vingtaine, traîne son corps frêle entre plusieurs étangs pour placer son filet et repêcher quelques poissons. Tenté hier par des envies de départ pour l'Europe à la quête d'une hypothétique vie meilleure, il gagne mieux sa vie aujourd'hui grâce à la pisciculture. « Cette activité nous demande beaucoup d'efforts et par le passé nous travaillions à perte. Depuis que nous bénéficions d'un meilleur encadrement, les choses vont mieux. Nous sommes motivés par ce changement et nous avons décidé de ne plus tenter une quelconque aventure vers l'Europe ou ailleurs, de rester nous occuper de nos étangs afin de mieux gagner nos vies », raconte Ernest Akey. Originaire de Tchaourou, région agricole du Borgou, située à l'Est du Bénin, limitrophe du Nigeria, le jeune pisciculteur rêve de disposer de moyens plus importants pour développer son acti-

tivité. « Nous remercions tous ceux qui nous soutiennent à travers ce projet, mais nous souhaitons qu'ils nous aident aussi à agrandir nos étangs, car nous avons assez d'espaces à exploiter. Cela facilitera notre épanouissement », plaide le jeune homme. Elisabeth Kpekpassi, la trentaine, est aussi soulagée de bénéficier d'un appui qui a changé sa vie. Auparavant vendeuse de soupe, elle peinait à subvenir aux besoins de sa famille. Après avoir bénéficié d'une formation en pisciculture, elle s'y consacre à plein temps. « Désormais tous nos enfants vont à l'école et nous parvenons à payer leur scolarité grâce à cette activité », se réjouit-elle. En compagnie de 24 autres femmes, elles forment une association pour aider leurs époux à entretenir les étangs. Elles font également du maraîchage et de l'élevage. Ernest et Elisabeth sont des bénéficiaires de la deuxième phase du Projet d'appui à la gestion des forêts communales du Bénin.

Ce projet financé pour 11,19 millions de dollars américains par le Fonds africain de développement, le guichet de prêts à taux concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement et le Fonds pour l'environnement mondial couvre les départements de l'Atlantique, du Zou, des Collines du Borgou et de la Donga au Bénin. Cette deuxième phase du projet consolide les acquis de la première en matière de couvert forestier et d'infrastructures de gestion. Elle complète le dispositif de stabilisation des écosystèmes forestiers au Bénin, renforce la sécurité alimentaire et nutritionnelle et permet de diversifier les activités génératrices de revenus pour les populations locales principalement les femmes et les jeunes, explique Youssouf Kaboré, gestionnaire du projet à la Banque africaine de développement.

(BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT)

Nigeria

FCMB-TLG Private Debt, premier fonds de dette privée libellé en naira

En préparation depuis 3 ans, le fonds FCMB-TLG Private Debt est enfin lancé. Il prévoit de lever jusqu'à 100 milliards de nairas à investir dans des entreprises viables et à fort impact au Nigeria.

Au Nigeria, le tout premier fonds de dette privée libellé en naira, la monnaie locale, a été lancé le jeudi 6 juin 2024. Dénommé FCMB-TLG Private Debt Fund, il est cogéré par la firme d'investissement TLG Capital basée à Londres et le gestionnaire de fonds nigérian FCMB Asset Management Limited. Le fonds cherche à lever 100 milliards de nairas en plusieurs étapes, dont une première de 10 milliards de nairas, auprès d'investisseurs institutionnels et particuliers fortunés. FCMB-TLG Private Debt Fund utilisera cette ressource pour constituer un portefeuille diversifié de crédit axé sur des activités commerciales viables



et à fort impact au Nigeria. « Avec la croissance rapide du Nigeria, les deux prochaines décennies regorgent d'opportunités [...] Nous doublons notre engagement au Nigeria à travers le FCMB-TLG Private Debt Fund », a assuré Zain Latif, cofondateur de TLG Capital. En préparation

depuis 3 ans, ce fonds a officiellement été créé en mai 2024. Sur sa page LinkedIn, Zain Latif indique que TLG Capital a structuré 17 transactions en Afrique d'une valeur de 100 millions \$, depuis 2018.

Avec Agence Ecofin

lundi 10 juin 2024

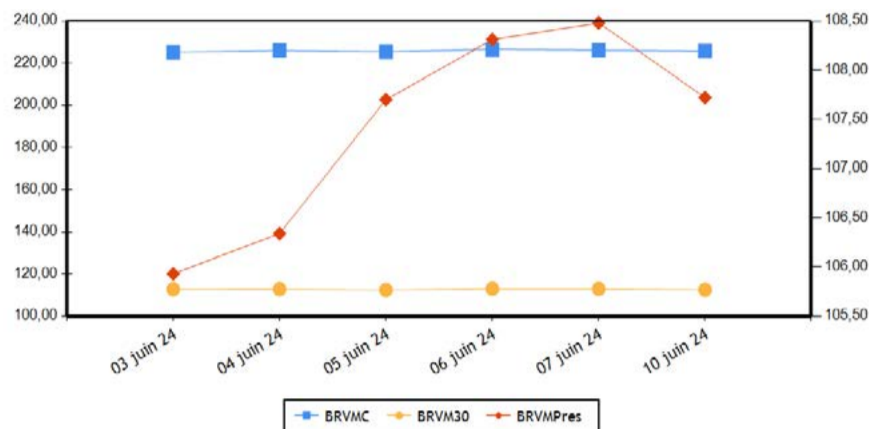
N° 109

BRVM COMPOSITE	225,67
Variation Jour	-0,20 % ↓
Variation annuelle	5,38 % ↑

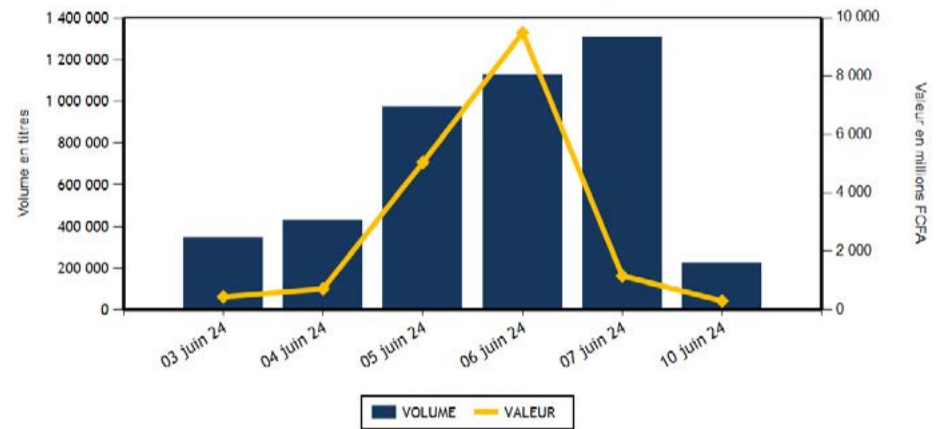
BRVM 30	112,50
Variation Jour	-0,35 % ↓
Variation annuelle	4,31 % ↑

BRVM PRESTIGE	107,72
Variation Jour	-0,70 % ↓
Variation annuelle	6,16 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 395 549 281 689	-0,20 %
Volume échangé (Actions & Droits)	225 539	-81,77 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	309 384 379	-39,39 %
Nombre de titres transigés	41	0,00 %
Nombre de titres en hausse	9	-18,18 %
Nombre de titres en baisse	17	6,25 %
Nombre de titres inchangés	15	7,14 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SITAB CI (STBC)	7 495	7,07 %	26,07 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	6,25 %	-10,53 %
SOGB CI (SOGC)	3 600	6,04 %	10,09 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	10 400	4,00 %	11,83 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	20 505	1,03 %	27,76 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 290 838 685 632	-0,01 %
Volume échangé	55	-99,92 %
Valeur transigée (FCFA)	519 667	-99,92 %
Nombre de titres transigés	2	-83,33 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-50,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	1 845	-7,29 %	-30,11 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	11 175	-1,97 %	2,52 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 300	-1,92 %	-8,00 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 350	-1,82 %	0,00 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 275	-1,09 %	19,74 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	107,72	-0,70 %	6,16 %	13 273	81 396 200	7,19
BRVM-PRINCIPAL	36	108,27	0,19 %	4,15 %	212 266	227 988 179	8,69

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	106,93	1,27 %	5,84 %	16 323	35 210 040	8,29
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	559,09	-1,37 %	5,20 %	12 471	93 331 805	8,75
BRVM - FINANCES	15	92,95	0,93 %	7,56 %	184 163	149 983 849	5,94
BRVM - TRANSPORT	2	330,96	-1,77 %	0,00 %	1 864	2 549 575	7,32
BRVM - AGRICULTURE	5	159,34	1,81 %	-1,37 %	2 602	12 977 530	11,93
BRVM - DISTRIBUTION	7	319,70	-0,38 %	-2,59 %	8 068	15 296 710	39,34
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	950,09	0,00 %	-14,44 %	48	34 870	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,78
Taux de rendement moyen du marché	8,49
Taux de rentabilité moyen du marché	10,11
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	145
Volume moyen annuel par séance	390 271,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 147 640 416,17

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	8,50
Ratio moyen de satisfaction	10,48
Ratio moyen de tendance	123,36
Ratio moyen de couverture	81,06
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	7,11
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Japon

Le PIB en recul de 0,5% au premier trimestre

Le PIB du Japon a reculé de 0,5% au premier trimestre comparé au précédent, selon une nouvelle estimation publiée lundi 10 juin, confirmant les chiffres préliminaires annoncés le mois dernier, qui mettaient en évidence la faiblesse des exportations et de la consommation privée. Néanmoins, les hausses de salaire attendues devraient inverser la tendance. En avril, déjà, la consommation a augmenté de 0,5% sur un an.



Le Japon peine à sortir la tête de l'eau. Le PIB de l'archipel a reculé de 0,5% au premier trimestre comparé au précédent, selon une nouvelle estimation publiée lundi 10 juin. Les exportations ont chuté au premier trimestre de 5,1% (-5% lors de la première estimation), tandis que ses importations ont reculé de 3,3% (contre -3,4% précédemment), selon les chiffres du gouvernement. La consommation privée a, quant à elle, baissé de 0,7% (chiffre inchangé). L'économie japonaise a notamment pâti entre janvier et mars des effets de scandales dans l'industrie automobile locale. Le constructeur automobile Daihatsu, filiale du géant Toyota, a ainsi été obligé de suspendre toute sa production fin décembre, après la publication d'un rapport indépendant ayant mis en évidence de nombreuses irrégularités dans les tests de ses produits. Ce groupe spécialisé dans les mini-véhicules avait repris progressivement sa production dans l'archipel à partir de février, et a annoncé le mois dernier un retour à la normale.

Toyota s'attend à un repli de ses ventes pour l'exercice 2024/25

Cette affaire a fortement embarrassé sa maison mère, Toyota, très soucieux de sa réputation au Japon, qui s'attend pour l'exercice 2024/25 à un léger repli de ses ventes mondiales en volume, notamment à cause du déclin attendu des

ventes de Daihatsu. L'archipel a aussi subi au premier trimestre les effets d'un séisme dévastateur survenu au Nouvel an au large de la péninsule de Noto qui a fait plus de 240 morts et d'importants dégâts. La consommation des ménages a, quant à elle, reculé de 0,8% (contre -0,7% lors de la première estimation) sur l'ensemble du premier trimestre. Cet indicateur a diminué sans discontinuer entre mars 2023 et mars 2024, alors que l'inflation continue à progresser plus vite que les salaires dans le pays, et que la faiblesse du yen, accentuée par la politique monétaire accommodante de la Banque du Japon (BoJ), fragilise aussi leur pouvoir d'achat. L'archipel « évite de justesse l'étiquette redoutée de 'récession technique' définie par deux baisses consécutives » du PIB, avait déjà souligné mi-mai, lors d'une première estimation, Stefan Angrick dans une note de Moody's Analytics. Mais « la nouvelle chute au premier trimestre 2024 montre que le Japon n'est pas non plus très loin de la récession, l'économie japonaise est en mauvaise forme ». La consommation a cependant augmenté de 0,5% en avril sur un an en termes réels (corrigés de l'inflation), marquant la première hausse de cet indicateur économique clé depuis février 2023, selon des données officielles publiées vendredi 7 juin.

Des augmentations salariales significatives ont été obtenues cette année par les syndicats

Bien que modeste et conforme aux attentes, cette hausse est de bon augure. Les salaires dans le pays n'ont pas suivi le rythme de la hausse des prix pour l'instant, mais cette situation devrait changer prochainement car des augmentations salariales significatives ont été obtenues cette année par les syndicats nippons. La Banque du Japon (BoJ) a entamé en mars la normalisation progressive de sa politique monétaire, mais elle attend l'éclosion d'un cercle vertueux entre les salaires et une inflation tirée par la demande au lieu des coûts, avant de relever davantage son taux directeur. La plupart des observateurs prévoient que l'institution temporise encore lors de sa prochaine réunion en fin de semaine prochaine. Cependant, la grande faiblesse actuelle du yen, un phénomène causé en bonne partie par la politique monétaire toujours très accommodante de la BoJ et qui a des effets pervers sur la consommation et l'inflation, pourrait inciter la banque centrale japonaise à agir plus tôt, via un autre levier. Depuis quelques jours vont ainsi bon train les spéculations quant à une réduction de son programme d'achats d'obligations publiques japonaises (JGB) dès sa prochaine réunion mi-juin. Autre point positif : la Bourse de Tokyo progressait, lundi 10 juin en matinée, profitant d'un repli du yen favorable aux résultats des groupes exportateurs nippons.

(Avec AFP)

Etats-Unis

La Fed ne devrait baisser ses taux qu'à partir de novembre

La Réserve fédérale (Fed) devrait maintenir ses taux à leur plus haut niveau en 20 ans cette semaine lors de sa réunion, car l'inflation reste forte aux Etats-Unis, creusant ainsi l'écart avec son homologue européenne, la BCE, qui vient d'abaisser les siens.

En annonçant, jeudi 6 juin, une baisse des taux, la Banque centrale européenne (BCE) semblait lui avoir grillé la politesse. Mais la Fed n'a pas du tout l'intention de vouloir l'imiter et devrait maintenir ses taux à leur plus haut niveau en 20 ans à l'occasion de la réunion du comité de politique monétaire, le FOMC, qui débutera mardi matin, et s'achèvera mercredi à la mi-journée. « La Réserve fédérale maintiendra ses taux inchangés, entre 5,25 et 5,50% », anticipe ainsi Gregory Daco, chef économiste pour EY Parthenon. Mais, prévient-il, « c'est tout ce que nous savons. Le reste de la communication de la Fed est au mieux inconnue, voire floue ». Pour lancer le mouvement, les responsables de l'institution veulent être certains que les prix cessent de flamber. On en est encore loin, même si l'inflation aux Etats-Unis est restée stable en avril à 2,7% sur un an, selon l'indice PCE privilégié par la Fed, et a même reculé selon l'indice CPI - sur lequel sont indexées les retraites - à 3,4% sur un an.

Une première baisse des taux attendue en novembre

« La Fed reste concentrée sur l'inflation » et ce sont ces données qui « vont déter-



miner si la Fed baisse ses taux en septembre ou non », souligne Krishna Guha, économiste pour Evercore, société de conseil en investissements. Les acteurs du marché sont de plus en plus nombreux à anticiper une première baisse des taux pour novembre, et non plus pour septembre. Et plus de la moitié d'entre eux voient une seule baisse ou pas de baisse du tout en 2024, selon l'évaluation de CME Group. « S'il n'est pas inhabituel que les décideurs de la Fed se montrent extrêmement prudents à l'approche du début d'un nouveau cycle de politique monétaire, l'attention et le débat autour du calendrier de la première baisse des taux de la Fed sont devenus excessifs », relève encore Gregory Daco.

L'économie américaine a créé bien plus d'emplois que prévu en mai

La croissance au premier trimestre a ralenti à 1,3% en

rythme annualisé, suivant enfin la courbe souhaitée par la Fed, dont les hausses de taux visent à provoquer un ralentissement volontaire de l'activité économique, afin de desserrer la pression sur les prix. Les chiffres de l'emploi publiés vendredi 7 juin, cependant, laissent planer le doute quant à l'évolution de l'économie. Le taux de chômage a certes grimpé à 4% en mai repassant au-dessus de cette barre symbolique pour la première fois depuis janvier 2022. L'économie américaine a créé bien plus d'emplois que prévu en mai avec 272.000 embauches, contre 165.000 le mois d'avant et 190.000 prévues. « Ce rapport mitigé compliquera le travail de la Fed », alors « qu'un rapport plus mesuré » était attendu, et « aurait renforcé la confiance dans le bien-fondé d'une baisse des taux en juillet ou en septembre », a ainsi averti Julia Pollak, cheffe économiste du site d'annonces d'emploi ZipRecruiter.

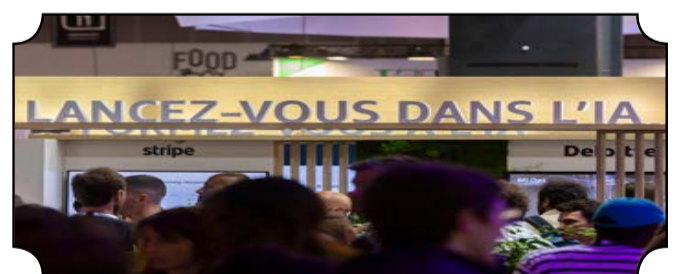
(Avec AFP)

Investissement

Microsoft injecte trois milliards dans l'IA en Suède

Il s'agit du plus important investissement du géant américain dans le pays nordique.

Microsoft va investir 33,7 milliards de couronnes, soit près de 3 milliards de francs suisses, en deux ans dans l'intelligence artificielle en Suède, soit son plus gros investissement dans le pays, a annoncé le géant américain lundi. Le groupe va former 250'000 personnes d'ici 2027 pour « accroître les connaissances et compétences » dans l'intelligence artificielle et va également augmenter les capacités de ses trois centres de données, a-t-il précisé dans un communiqué. Microsoft « annonce le plus important investissement de son histoire en Suède », a dit Brad Smith, président de Microsoft lors d'une conférence de presse. « Cet investissement doit permettre à la Suède de rester à la pointe de la compétitivité mondiale », a-t-il ajouté. Le groupe américain



a annoncé au cours des derniers mois des programmes d'investissements d'ampleur similaire dans d'autres grands pays dans l'IA, par exemple en France où il a promis d'investir 4 milliards d'euros et au Japon (3 milliards). En Suède, Microsoft va fournir 20'000 processeurs graphiques avancés, cruciaux pour l'entraînement de modèles de l'IA, et va renforcer les capacités de ses centres de stockage de données à Sandviken, Gävle et Staffanstorps. « L'AI est un catalyseur pour de nombreuses choses », a com-

menté le Premier ministre suédois, Ulf Kristersson lors de la conférence de presse. « Elle contribuera également à accélérer le développement dans d'autres domaines. Cet énorme investissement en Suède pourrait ouvrir la voie à d'autres investissements », a-t-il ajouté. Dans la formation, Microsoft met en place un conseil d'experts en IA qui rassemble des leaders du monde universitaire, des entreprises et du secteur public afin de déterminer et d'orienter son programme.

(AFP)

Chom Factory et Divines épices

Histoire à succès de deux entrepreneures togolaises

A 30 et 35 ans, Jaël Amouzou et Afi Victoire Magnon sont deux jeunes entrepreneures togolaises, issues des 35 bénéficiaires du projet d'accélération de l'entrepreneuriat féminin initié par le PNUD en partenariat avec le secteur privé (Conseil national du patronat). Conçu pour soutenir leur transition du secteur informel vers le formel dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), l'appui multiforme en incubation technique, en équipements et certification de leurs produits, vise à améliorer leur compétitivité.



● Une équipe conduite par la représentante résidente adjointe du PNUD lors d'une visite de terrain. PNUD Togo/Emile Kenkou

Des amuse-bouches améliorés à la portée de tous !

Arborant un bonnet de protection, Jaël accueille la délégation du Ministère du Commerce, du CNP, de l'incubateur d'accompagnement et du PNUD, avec enthousiasme dans les locaux de son entreprise dénommée Chom Factory spécialisée dans la production d'amuse-bouche. Chom Factory, a bien grandi depuis sa création en 2017. La 1ère tranche à hauteur de 50% des 22.000 \$US, mise à disposition, de la très petite et moyenne entreprise (TPME) lui a permis de moderniser ses procédés de production par l'acquisition de nouveaux équipements (malaxeur de farine, découpeuse, ensacheuse etc.), augmentant ainsi sa productivité tout en économisant en énergie et perte de matière première. L'ensachage des produits qui nécessitait trois jours pour 2000 pièces ne requiert aujourd'hui que trois

heures. De même, l'émission des déchets plastiques, estimée à 10k/jour lors de l'emballage, a été fortement réduite (passant à 3Kg). Désormais, vingt-et-une (21) personnes (presque toutes des femmes) y travaillent à temps plein et des emplois indirects ont été créés. Lorsqu'on l'interroge sur ses perspectives, Jaël n'hésite pas une seconde. Elle ambitionne d'étendre sa zone d'exportation en Afrique.

Désormais, vingt-et-une (21) personnes (presque toutes des femmes) y travaillent à temps plein et des emplois indirects ont été créés. Lorsqu'on l'interroge sur ses perspectives, Jaël n'hésite pas une seconde. Elle ambitionne d'étendre sa zone d'exportation en Afrique.

Les épices prennent de la couleur et du goût

Tout comme Chom Factory les épices n'ont plus de secret pour Afi Victoire Magnon. Son entreprise dénommée " Divines épices " a désormais pignon sur rue. Autrefois ensachés dans de petits emballages ordinaires et commercialisée sur les étales de marchés locaux, Afi a songé à innover ses emballages. Et ça marche. " J'ai démarré mon entreprise en 2009 " se rappelle-t-elle. " Nous produisons nous-mêmes certaines épices qui viennent de nos champs. D'autres proviennent de nos partenaires aux niveaux national et international. Et nous innovons en proposant de nombreuses compositions pour tout type d'assaisonnement pour la cuisine " explique-t-elle. Dans le cadre du projet, Afi a déjà perçu 50% des 40.000 \$US. Avec cette contribution la jeune entrepreneure, va augmenter sa capacité de production devant passer de quatre tonnes à environ neuf tonnes par mois grâce à l'acquisition d'une remplisseuse, une machine capable d'augmenter le nombre de bocaux à 2000 contre 200 avec le mode de remplissage manuel. De plus, l'acquisition d'un déshydrateur pour assurer la production en tout temps reste un véritable atout.

Minutieusement sélectionnées et triées, les épices d'Afi sont transformées en poudre et présentées dans divers emballages plus attractifs. Sur son site de production situé à Sagbado, à quelques encablures de sa boutique, une dizaine d'employées sur les trente-cinq (35) au total, s'affairent autour d'ustensiles divers. L'une d'elles, Emefa, la trentaine, prépare une friture dans une large casserole. Une forte odeur de piment s'y dégage. « C'est une friture à base de piment et de farine de poisson très appréciée par beaucoup et qui sert à assaisonner les plats » explique-t-elle. Employée depuis cinq ans dans l'entreprise, Emefa nous confie que ce travail lui permet de se prendre en charge et de mieux s'occuper de ses enfants.

Dans sa boutique sise au quartier Wonyomè, dans la banlieue nord-ouest de la capitale Lomé, une multitude de produits jonche les rayons. Une douce senteur d'épices vous accueille dès la porte franchie. Ici, les odeurs de poivre, de cannelle, de gingembre, de piment et autres variétés d'épices s'entremêlent. Avec les formations en leadership entrepreneurial doublées d'une volonté d'être la meilleure dans son domaine, la jeune cheffe d'entreprise envisage passer à une autre étape cruciale de son expérience : souscrire à une certification HACCP. Il s'agit d'une certification internationale permettant de s'assurer de la qualité sanitaire des produits provenant du commerce agroalimentaire. Grâce à ce quitus, elle pourra non seulement poursuivre son rêve de mettre sur pied une véritable usine agroalimentaire au Togo intégrant les différentes chaînes de valeurs et des produits bio, mais aussi conquérir le marché sous-régional.

Avec PNUD Togo

HOROSCOPE finance

Bélier Jupiter accroîtra sensiblement vos ressources. Son influence pourra correspondre à l'obtention d'une prime quelconque. Mais, comme plus souvent il joue sur des rentrées qui ne dépendent pas directement de votre travail personnel, il peut indiquer dans certains cas la promesse ou l'arrivée d'un héritage et, dans d'autres, l'obtention d'une bourse, ou encore l'amélioration d'une retraite, d'une pension.

Taureau Vos économies risquent de fondre comme neige au soleil si vous cédez à vos impulsions amplifiées par Pluton. N'oubliez pas que l'épargne reste toujours d'actualité par les temps qui courent.

Gémeaux Belles perspectives financières ! Vous aurez la possibilité de faire fructifier vos ressources matérielles et, parallèlement, vous saurez vous montrer plutôt raisonnable et éviter les dépenses excessives. Le moment sera aussi favorable pour effectuer de judicieux placements et réaliser des opérations habiles.

Cancer Les natifs du premier décan éprouveront sans doute une forte contrainte financière. Celle-ci pourra provenir de charges anciennes qu'il sera plus difficile que précédemment d'honorer. L'heure pourrait être venue pour faire des économies sévères, surtout en cas de diminution du salaire réel. Pour les autres natifs, la situation sera assurément moins restrictive, mais la prudence restera de mise.

Lion Les finances seront protégées, et votre situation matérielle ira en s'améliorant si vous acceptez de reconnaître vos erreurs passées. Ne vous acharnez pas sur des projets fumeux dans l'espoir de récupérer votre mise.

Vierge Vénus sera en mauvaise position. C'est un astre par nature bénéfique, et vous n'aurez donc rien de grave à redouter côté argent. Mais cette planète a un gros défaut : elle rend insouciant et terriblement dépensier. Vous qui, en général, veillez à conserver votre équilibre financier, pourriez bien cette fois perdre quelque peu la tête. Surtout s'il s'agit de faire plaisir à vos proches ou de gâter l'être aimé. Prudence, donc, ne videz pas tous vos comptes en banque !

Balance Vos secteurs d'argent n'accueillent aucune planète, ce qui indique que votre situation sera stable. Mais avec Jupiter, astre de chance, et aussi l'une des planètes les plus fastes sur le plan financier, vous pourrez bénéficier, en plus, d'un petit coup de pouce du sort. Peut-être pourriez-vous, pour une fois, tenter votre chance au jeu ?

Scorpion Une échéance oubliée ou une dépense supplémentaire inattendue vous surprendront. Et vous voilà agacé, irritable. Pourquoi ne pas demander un autre délai ou des facilités de paiement ? Essayez, et vous verrez.

Sagittaire Vos finances seront à surveiller de près. La présence de Mercure laisse présager de nombreuses dépenses que vous jugerez incompressibles. Heureusement, grâce à Mars, gageons que vous saurez vous tirer d'affaire !

Capricorne Vous pourriez faire fortune, mais certainement pas cette fois ! En revanche, vous aurez de grandes chances d'arriver à équilibrer votre budget, car vous serez moins tenté que d'habitude de dépenser sans compter. En effet, sous l'influence raisonnable et restrictive de Saturne, vos folles envies fondront comme neige au soleil, et vous saurez vous limiter aux seules dépenses indispensables.

Verseau Aucun changement à l'horizon ; vous devrez encore gagner votre pain à la sueur de votre front. Ne rêvez pas : Saturne et la Lune ne sont ni l'un ni l'autre des facteurs d'expansion, et ce n'est certainement pas cette fois que vous gagnerez au Loto.

Poisson Ne vous laissez pas entraîner dans des opérations financières mal préparées ou beaucoup trop risquées : vous pourriez vous retrouver dans une situation catastrophique, car certains astres seront contre vous sur ce plan.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou

Email : contact@leconomistedutogo.tg

Site web : www.leconomistedutogo.tg

REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE

(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A

(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO

(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Commission Electorale
Consulaire

LISTE PROVISOIRE DES CANDIDATS AUX ELECTIONS CONSULAIRES 2024

NIVEAU NATIONAL

SECTEUR : INDUSTRIE

BRANCHE :A.....

N°	NOM ET PRENOMS DU CANDIDAT	RAISON SOCIALE	ADRESSE COMPLETE
01	BAKOUNDIAH Dessogom	JUS DELICE	160BP : 313 Tél : 93 10 20 04 E-mail : g.bakoundah@labeldor.bio.com Tsévié Gbatopé

BRANCHE :B.....

N°	NOM ET PRENOMS DU CANDIDAT	RAISON SOCIALE	ADRESSE COMPLETE
01	AZOU MAH YAO KETOWO GLO	KYA ENERGY GROUP	08 BP : 81101 Tel : 70 45 34 81 Email : yao.azoumah@kya.energy.group.com LOME, AGOE-ANOKUI
02	TOURE TIA ADAMS M.	KEKELI EFFICIENT POWER	01 BP 2304 Tel : 70 49 65 52 E-mail : info@kekeli.tg LOME BAGUIDA

BRANCHE :C.....

N°	NOM ET PRENOMS DU CANDIDAT	RAISON SOCIALE	ADRESSE COMPLETE
01	LEE DAE HYUNG	AMINA-TOGO SARL	BP : 10230 Tel : 90 95 92 92 Email : ikudih@yahoo.fr
02	LOGOU MINSOB	FOUFOUMIX SA	S/C 18 BP 224 Tel : 90 17 58 99 Email : info@foufoumix-ict.com LOME-ADIDOADIN

BRANCHE :D.....

N°	NOM ET PRENOMS DU CANDIDAT	RAISON SOCIALE	ADRESSE COMPLETE
01	BEKLEY ESSO-BYOU CONSANTIO	EGBR (ENT. DES GRANDS BAT. ET ROUTE)	14BP : 40 Tel : 90 25 43 03 Email : egr1togo@gmail.com AGOE KPODOHOE LOME
02	PANASSI ESSIONANI	JCEM GROUPE TOGO	08 BP : 8535 Tel : 90 97 89 75 Email : forenc@jcem.tg LOME-AKODESSEWA
03	TSOGBE YAWO AGBESSI	T.T.T.I.	BP : 20461 Tel : 90 72 59 01 Email : ttittp@yahoo.fr DJIDJOLE LOME-
04	LANDOZI Salifou Hibrahim	BIC SARL	5BP ; 7067 Tél : 90 00 33 33 E-mail : ilandozi3333@gmail.com Lomé Adidoadin Anomé LOME
05	SOSSOU VIWOTO SEWENOU YAОВI	MIDNIGHT-SUN SA	BP : 2469 Tel : 90 04 57 25 Email : mid_night2469@yahoo.fr LOME TOKOIN WUIII
06	BASSOUM Tchaа	EE BTP	BP : 20670 Tél : 90 29 70 15 E-mail : bassoumtchaа@yahoo.fr Agbalepedo LOME
07	KADJAKA DISSIMA WINIGA	LOGIMAT & COMPANY	Tel : 90 90 23 37 Email : logimatco@gmail.com LOME, AGOE-CACAVELI
08	KOUMA BASSOIN	GROUPE ID	05 BP : 408 Tel : 91 92 10 16 Email : groupeidsarl@gmail.com

BRANCHE :E.....

N°	NOM ET PRENOMS DU CANDIDAT	RAISON SOCIALE	ADRESSE COMPLETE
01	ADODO DAHOUE KOSSI	NOSITO SARL U	BP : 30429 Tel : 99 89 89 28 Email : nosito@live.fr DAVIE 100 m du poste de péage
02	HAWILI ROUDA	RODIS TOGO	03 BP : 31118. Tel : +228 90 53 34 34 Email : secretariat@rodistogo.com, Zone Portuaire, LOME

BRANCHE :F.....

N°	NOM ET PRENOMS DU CANDIDAT	RAISON SOCIALE	ADRESSE COMPLETE
01	ZANGBE SENAME NADEGE	S.I.A.E. (SOCIETE INDUSTRIELLE D'ASSEMBLAGE DES ENGINES)	01 BP : 4097 Tel : 70 99 25 33 Email : siac2@evame.net Zone Portuaire LOME



Le Président de la Commission Electorale Consulaire

Consommer local

Le Togo lance un concours de jingle

Le Togo lance un appel à la créativité pour la conception d'un jingle visant à promouvoir la consommation des produits locaux. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement togolais pour valoriser le savoir-faire national et stimuler l'économie locale.

Joël Yanlo

Les offres devront être soumises au secrétariat particulier de la Personne responsable des marchés publics (PRMP) du Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, au plus tard le 03 juillet 2024. Le Togo, dans sa quête de développement socio-économique, met l'accent sur la promotion de la consommation locale comme l'un de ses piliers stratégiques. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la Feuille de Route Gouvernementale Togo 2025, qui vise à dynamiser l'économie nationale en favorisant la production et la consommation des biens et services locaux. Pour concrétiser cette ambition, le pays a entrepris diverses actions, dont l'élaboration d'une stratégie spécifique de promotion de la consommation locale. À cela s'ajoutent l'organisation régulière du "mois du consommer local" et la mise en place de la plateforme Togognim, visant à offrir une meilleure visibilité aux produits nationaux sur le marché. Dans cette optique, un concours de conception de jingle est lancé afin de



mobiliser les créateurs autour de cette cause. L'objectif est de créer un jingle rassembleur, capable de sensibiliser les différents acteurs de la chaîne de promotion de la consommation locale et de valoriser le savoir-faire togolais. Le concours est ouvert à tous les citoyens togolais, ainsi qu'aux entreprises installées dans le pays, dans le respect des critères d'éligibilité établis par le code des marchés publics en vigueur. Les candidats peuvent obtenir des informations auprès du secrétariat particulier de la Personne responsable des marchés publics du Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale.

Ce concours représente une opportunité significative pour encourager l'innovation et la créativité locale tout en renforçant l'identité

et la visibilité des produits togolais sur le marché. En mobilisant les acteurs de la société civile, des entreprises et des institutions publiques, il contribue à créer une dynamique collective autour de la promotion de la consommation locale, essentielle pour le développement économique et social du pays. La promotion de la consommation locale s'inscrit dans une tendance mondiale visant à valoriser les productions nationales et à encourager les circuits courts pour réduire l'empreinte environnementale et renforcer l'autonomie économique des pays. Au Togo, cette démarche s'inscrit dans le cadre des priorités de développement définies par le gouvernement dans sa Feuille de Route Togo 2025, soulignant ainsi l'importance stratégique accordée à ce secteur.

Oti/ promotion des droits des enfants

Plan International Togo formalise sa collaboration avec des cantons

Une cérémonie de signature des cadres de partenariat avec Plan International Togo (PI) et les cantons de Barkoissi, de Loko et de Mogou s'est déroulée le vendredi 7 juin à Mango.

L'activité s'est déroulée en présence de la représentante résidente de PI Togo, Mme Awa Faly Ba Mbow, de la directrice de PI Togo région des Savanes et Kara, Mme Naka Abalo, des maires et secrétaires généraux des préfectures de l'Oti, Oti-Sud et Tandjouaré, des garants des us et coutumes, des membres de CADID, des organisations à base communautaires et des jeunes. Cet accord de partenariat entre PI Togo et les trois cantons vient formaliser les relations entre les deux parties qui collaborent depuis 2022 dans le cadre de la promotion des droits des enfants, des jeunes et les enfants handicapés puis l'égalité des filles et des femmes. L'accord de dix articles précise entre autres l'objet du cadre de partenariat, l'engagement de la communauté et de Plan international Togo, les principes du partenariat, les modalités pratiques de mise en œuvre, la politique de sauvegarde des enfants et des participants au programme et la résiliation du contrat. Le cadre de partenariat d'une



durée de cinq ans renouvelable s'aligne sur la stratégie pays actuelle de PI Togo. L'accord indique que ces trois cantons doivent initier des projets de développement communautaires en mettant l'accent sur l'élimination des normes et pratiques culturelles préjudiciables aux filles et aux jeunes femmes. Le Secrétaire général de la préfecture de l'Oti, N'Gbamou Koya et le porte-parole des bénéficiaires, le régent du canton de Loko, Kantame Bédjoa ont exprimé leur reconnaissance à Plan international Togo pour ses multiples actions de développement en vue d'assurer le bien-être et le plein épanouissement des filles, des enfants en situation de handicap et des femmes. Ils ont promis d'œuvrer pour

que ce partenariat soit un succès. La représentante de PI Togo a fait savoir que son institution a fait le pari d'être présent là où les enfants ont besoin de la promotion de leurs droits et l'égalité des filles et des femmes. Présent au Togo depuis 1988, PI Togo travaille dans 69 cantons de la région des Savanes depuis 2018, à travers le parrainage des enfants et l'épanouissement des filles et des jeunes afin de leur assurer une bonne éducation et un avenir meilleur. L'ambiance est entretenue par l'artiste de la chanson Demo-Star et le groupe N'Gomdè. La signature et la remise des documents aux bénéficiaires des trois cantons a mis fin à la cérémonie.

Avec ATOP/ TT/GKM/GKM

FC Barcelone

Pau Victor, la pépite qui provoque un dilemme

Le FC Barcelone fait face à un sacré casse-tête dans le dossier Pau Victor, pourtant méconnu du grand public.

Le nom de Pau Victor ne vous dit probablement rien, et ce même si vous êtes supporter du FC Barcelone. Il faut dire que le joueur de 22 ans a été bien moins médiatisé que beaucoup d'autres jeunes éléments du club catalan. Pourtant, il sort d'une saison particulièrement réussie avec l'équipe B du géant barcelonais, avec 20 buts en D3 cette saison, étant au passage le meilleur buteur de la compétition. Un joueur qui, du haut de ses 22 ans, peut donc être potentiellement utile pour l'équipe première dans un futur très proche. C'est même l'avis d'une bonne

partie de la direction. Seulement, il y a un problème, et pas des moindres : le joueur n'appartient pas au FC Barcelone. Effectivement, il est prêté par Girona, et sauf retournement de situation, il retournera dans son club ces prochains jours.

Un cas complexe

Comme l'indique Mundo Deportivo, le Barça veut le conserver. Mais l'option d'achat qu'avait le club présidé par Joan Laporta a expiré en avril. Elle était de 3 millions d'euros seulement, mais les Blaugranas n'ont pas pu la lever à cause du

fair-play financier de la Liga. Désormais, Girona est en position de force pour réclamer plus d'argent. Le Barça, conscient qu'il peut éventuellement servir de doublure à Lewandowski, va négocier avec son voisin, mais sait que maintenant, le prix sera bien supérieur à ces 3 millions d'euros. Des joueurs comme Oriol Romeu, ancien de Girona, ou Pablo Torre et Eric Garcia, prêtés au club sensation de la Liga cette saison, pourraient entrer dans l'opération pour faire baisser le montant. Encore un dossier complexe pour le Barça...

Avec footmercato.net

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Table with trade data for Togo, comparing exports and imports in 2020 and 2022. It lists various categories like transport equipment, pharmaceuticals, vehicles, and agricultural products with their respective values in millions of USD.



Buffet

FÊTE DES PÈRES



dimanche 16 juin
à partir de 12h30

RESTAURANT NAMIÉLÉ

avec
l'orchestre
David &
Friends

25.000
FCFA*



Réduction de 50% pour les enfants de -12 ans

Un verre de Bottega offert

Tarif spécial papa
22.500 FCFA

+228 22 23 86 00
reservations@hotel2fevrierlome.com



2 FEVRIER

HOTEL-LOME

